



ASD

Association pour l'action sociale et le développement

Secretariat, Committee on Migrant Workers
Office of the High Commissioner for Human Rights
UNOG-OHCHR

e-mail: CMW@ohchr.org

fax: (+41 22) 917-9052

RAPPORT DE CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DU COMITE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS 2009

L'immigration choisie, rempart pour nos emplois ?

La logique de la politique de l'« immigration choisie » (par opposition à l'« immigration subie ») est simple : attirer les « cerveaux », rapatrier les « illégaux » et dresser des murailles sécuritaires pour dissuader les candidats non désirés. Les gouvernements européens multiplient les « accords de coopération » facilitant les rapatriements et investissent dans des dispositifs de sécurité de plus en plus sophistiqués. L'aide au développement tend de la sorte à faire office de carotte et de bâton pour persuader les gouvernements du Sud d'accepter cette logique et de collaborer à sa mise en oeuvre.

Cette politique utilitariste, malgré son manque d'humanité, est cependant le plus souvent présentée comme efficace : les gouvernements des pays riches ont *a priori* tout intérêt à prôner le libre-échange pour aspirer les richesses mondiales, mais se doivent de « réguler » les migrations pour n'aspirer que les « cerveaux » et repousser les autres prétendants au « grand saut » qui représenteraient des charges insurmontables pour leur économie. Les critiques dénoncent les atteintes aux libertés fondamentales et l'explosion du nombre de sans-papiers que provoquera à terme une telle politique restrictive. Mais l'intérêt économique de la mesure n'est que rarement remis en question.

C'est que l'intérêt pour « nos emplois » semble évident : vu que la mondialisation nous fait perdre des emplois non qualifiés en mettant notre main d'oeuvre en concurrence avec celle des pays émergents, il est logique que l'immigration de « non qualifiés » d'Afrique ou d'ailleurs viennent allonger la liste des chômeurs non qualifiés dans nos contrées prospères. Bref, l'immigré non qualifié, ce serait plus de

Association humanitaire au service du développement social

Siège Social sis à Bonalembé II, Carrefour ancien abattoir au niveau du petit pont

BP : 12199 Douala – Cameroun

Tél : + (237) 331.117.94 / 991.235.16

Email : epeekotto@yahoo.fr

Fax : + (237) 334.395.78

www.everyoneweb.com/www.asd.com

chômage assuré ! Or si ce nouveau consensus semble logique, il ne résiste ni à l'analyse empirique, ni à la théorie économétrique.

Sur le plan économétrique, l'erreur de cette approche « travailliste » est de limiter ses modèles théoriques à un seul bien, c'est-à-dire à une hypothèse théorique d'une économie ne produisant qu'un seul type de produit. Or l'approche « internationaliste » à plusieurs biens démontre que l'impact de l'immigration non qualifiée est quasi nul sur l'emploi et les salaires relatifs. Les études démontrent en effet qu'en cas d'immigration, le pays d'accueil voit cette main d'oeuvre supplémentaire occuper les postes les moins rémunérés au détriment des travailleurs non qualifiés « autochtones » (en majorité des anciens immigrés non qualifiés) qui retrouvent néanmoins un emploi non qualifié mais mieux rémunéré dans un autre secteur.

C'est donc moins sur l'emploi et les salaires que sur l'évolution des spécialisations que l'impact des migrations se fait sentir. Cela permet même de mieux résister à la concurrence des pays à bas salaires, car les firmes peuvent utiliser l'embauche d'immigrés comme stratégie de substitution à la délocalisation¹⁶. Cette approche théorique est d'ailleurs confirmée par les faits. En 1980, 125.000 Cubains ont migré vers la Floride, soit une hausse de 7 % de la population active. Entre 1989 et 1996, ce sont 670.000 Russes qui ont migré vers Israël, entraînant une augmentation de 14 % de la population active. Dans les deux cas, l'impact sur les marchés du travail a été mineur¹⁷. Ces conclusions rejoignent celles de l'étude de trois économistes italiens¹⁸ sur l'impact des migrations sur l'emploi en Allemagne de l'Ouest entre 1987 et 2001 : l'immigration n'a pas eu d'impact sur l'emploi des travailleurs allemands, quel que soit leur niveau d'éducation. Seul un léger impact sur les salaires hautement qualifiés a été constaté, du fait qu'après la chute du Mur de Berlin, la majorité des nouveaux arrivants provenaient de l'Allemagne de l'Est et étaient hautement qualifiés, alors qu'auparavant ils arrivaient de Turquie et des pays du sud de l'Europe et étaient très peu éduqués. L'offre accrue de travailleurs qualifiés a dès lors légèrement pesé sur le niveau des salaires élevés, qui n'ont cependant baissé que de 1,49 %. Evidemment, on peut trouver dans l'histoire économique l'un ou l'autre cas extrême qui fait exception à la règle : au milieu du 19^{ème} siècle l'Australie a connu un taux annuel de croissance démographique record de 22 % entre 1850 et 1860, ce qui a fait passer la population de la colonie de Victoria de 76.000 à 538.000 habitants en l'espace de dix ans¹⁹. Ce cas exceptionnel s'explique par le fait qu'en 1851, la découverte de riches filons aurifères a attiré des centaines de milliers de nouveaux arrivants. Or lorsque la production d'or a commencé à diminuer, cela a provoqué des poches de chômage, essentiellement en milieu urbain. Mais ce n'est là que l'exception qui confirme la règle.

Il faut en outre spécifier que les études empiriques sur la question appellent certains constats qui ne sont pas sans importance : lorsque les Cubains qui fuyaient leur pays d'origine ont cherché un emploi à Miami, plus de la moitié d'entre eux ont trouvé un emploi dans une entreprise cubaine où ils travaillaient encore dix ans plus tard²⁰.

Dans le même esprit, les Russes qui ont migré vers Israël rejoignaient la terre de leur communauté d'origine et les Allemands de l'Est migraient vers l'ouest de leur pays désormais réunifié. Cela signifie que les politiques d'intégration ont un rôle important à jouer et qu'*a contrario* des politiques communautaristes peuvent créer des discriminations à l'emploi pour les travailleurs migrants non qualifiés. Il est en outre

Association humanitaire au service du développement social

Siège Social sis à Bonalembé II, Carrefour ancien abattoir au niveau du petit pont

BP : 12199 Douala – Cameroun

Tél : + (237) 331.117.94 / 991.235.16

Email : epeekotto@yahoo.fr

Fax : + (237) 334.395.78

www.everyoneweb.com/www.asd.com

évident que l'impact des migrations sur l'emploi varie en fonction de la nature du marché de l'emploi et des politiques sociales en vigueur. Mais ces nuances ne viennent en rien contredire les conclusions lourdes des études économétriques et empiriques sur la question : la « menace » que constitueraient les immigrés non qualifiés pour « nos emplois » n'est qu'une chimère agitée par les apôtres de l'immigration choisie. Une sorte de cache-sexe utilitariste censé dissimuler une idéologie crypto xénophobe décidément de plus en plus répandue. Les migrants, premières victimes de la crise financière Les cycles économiques et les crises comme celle que nous connaissons depuis 2007-2008 laissent apparaître un mécanisme qui frappe les migrants de plein fouet : souvent accueillis à bras ouverts lorsqu'ils dopent la croissance économique de leur pays d'accueil, ils sont les premiers à être sacrifiés lorsque la crise provoque des pertes d'emplois massives. Ainsi le cycle de croissance exceptionnel qu'a connu l'Espagne entre le milieu des années 1990 et 2007 a largement été permis par l'emploi d'immigrés dans le secteur du bâtiment. Mais la crise immobilière et financière de 2007-2008 a radicalement modifié la politique migratoire du gouvernement espagnol, qui a lancé en septembre 2008 un plan de « retours volontaires » qui vise, moyennant une allocation sociale, à inciter les travailleurs migrants à retourner dans leur pays d'accueil. L'allocation est versée en deux tranches (40 % en Espagne et 60 % sur le territoire d'origine) et les bénéficiaires ne peuvent solliciter un retour en Espagne qu'après trois ans et disposent d'un droit de retour préférentiel après cinq ans.

En Chine, selon les chiffres officiels du régime chinois, 20 millions des 130 millions de travailleurs qui ont migré des campagnes vers les ateliers de production urbains ont perdu leur emploi en 2008 et ont dû retourner dans les zones rurales, faute d'emplois dans les régions côtières²¹. Ce phénomène s'explique par le fait que la crise financière déclenchée aux États-Unis a « remonté » la chaîne de production pour se répercuter dans l'atelier du monde. Or les « sweat shops » ont bénéficié de la force de travail des migrants arrivés des zones rurales pauvres de cet immense pays. Berceau des exportations chinoises, la région de Guandong voit les travailleurs migrants rentrer chez eux par centaines de milliers, victimes de la crise économique (« *weiji jingji* »). En définitive, loin d'accueillir « toute la misère du monde », les pays industrialisés l'exploitent de manière sélective lorsque les cycles économiques sont florissants, avant de les renvoyer lorsque les crises surviennent. La libre circulation des êtres humains semble ainsi l'unique sacrifiée du processus de mondialisation.

Association humanitaire au service du développement social

Siège Social sis à Bonalembé II, Carrefour ancien abattoir au niveau du petit pont

BP : 12199 Douala – Cameroun

Tél : + (237) 331.117.94 / 991.235.16

Email : epeekotto@yahoo.fr

Fax : + (237) 334.395.78

www.everyoneweb.com/www.asd.com